

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 24 NOVEMBRE 1911.

Projet de loi modifiant la loi sur le Gouvernement du Congo belge.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Lorsque, de concert avec le Gouvernement, les Chambres législatives élaborèrent la loi du 18 octobre 1908 sur l'administration du Congo belge, il n'entra dans la pensée de personne qu'elles faisaient œuvre définitive. Plus encore que les lois des pays civilisés, les actes législatifs destinés à régir des territoires neufs exigent des remaniements fréquents, nécessaires pour mettre ces actes en rapport avec les rapides modifications de l'état social et avec les données des expériences de la colonisation.

Déjà, en 1910, la transformation qui s'était opérée dans le district du Katanga a fait naître le projet, aujourd'hui complètement réalisé, de placer cette division administrative sous la direction d'un Vice-Gouverneur Général muni des mêmes pouvoirs que le Gouverneur Général de la Colonie. Pour arriver à cette extension d'attributions, il a fallu apporter un premier changement à l'article 22 de la Charte Coloniale qui ne permettait la délégation du pouvoir législatif qu'au Gouverneur Général seul. Ce fut l'objet de la loi du 29 mars 1911 qui comblait, d'autre part, une lacune de la Charte en donnant au Conseil Colonial un vice-président chargé d'y remplacer le Ministre des Colonies en cas d'absence ou d'empêchement.

Inspiré par les nécessités pratiques, le projet soumis aux délibérations des Chambres apporte de nouvelles modifications aux textes de la loi coloniale.

A l'article 6, le nombre des membres de la Commission permanente instituée pour la protection des indigènes a été porté de 7 à 9, pour permettre d'y représenter plus d'intérêts sociaux. Le Gouvernement se propose d'adjoindre à la Commission des membres appartenant au commerce ou à l'industrie.

D'autre part, il a été spécifié au même article que, des divers procureurs généraux de la Colonie, celui qui siège près le tribunal d'Appel de la capitale est chargé de présider la Commission. Lors du vote de la loi coloniale il n'y avait pour tout le Congo qu'un seul parquet général.

Le Gouvernement propose de supprimer au premier alinéa de l'article 10 la deuxième phrase ainsi conçue :

« Le décret entrera en vigueur en même temps que la loi budgétaire qui en fera la première application ». Les Chambres ont déjà reconnu les inconvénients qui résultent de ce texte en acceptant d'insérer dans la loi budgétaire de 1910 une disposition suspendant la règle pour la durée d'une année. Si cette suspension était indispensable à l'époque où se décrétaient les grandes réformes coloniales, il a été reconnu qu'en tout temps l'administration de la Colonie peut souffrir des retards que l'article 10 apporte à la mise en vigueur de toute mesure de réorganisation fiscale.

Le deuxième alinéa de l'article 12 de la loi coloniale est pratiquement inapplicable. Depuis l'annexion de l'État Indépendant du Congo il n'a jamais été possible de déposer les projets de budget quatre mois avant l'ouverture de l'exercice financier. Les renseignements et les propositions destinées à permettre la confection du budget doivent parvenir à Bruxelles des régions les plus éloignées de la Colonie après avoir été réunies, étudiées, commentées et, le cas échéant, modifiées par le Gouverneur Général. Ces avant-projets sont ensuite révisés par le Département des Colonies qui doit les combiner avec les propositions relatives aux dépenses des services européens du Gouvernement colonial. A moins de demander les renseignements et les propositions d'Afrique à une époque où il n'est guère possible de donner des évaluations sérieuses, il est de toute nécessité de retarder le dépôt des projets de budget. Le Gouvernement a ainsi été amené à proposer de reporter à la date du 31 octobre la distribution des documents budgétaires.

La multiplicité des questions urgentes qui s'imposent à son examen n'a pas permis jusqu'à présent au Département des Colonies de préparer la loi spéciale qui, aux termes de l'alinéa premier de l'article 18, doit réglementer la concession des chemins de fer, des mines, la cession et la concession des biens domaniaux. Le régime provisoire organisé par les alinéas 2 et suivants devra donc se continuer quelque temps encore. Toutefois, il importe dès à présent d'augmenter le maximum du nombre d'hectares de biens domaniaux qu'il est permis à l'administration de céder ou de concéder sans devoir recourir au législateur. On a pu dire à juste titre que les formalités exigées actuellement pour la cession et la concession de pièces de terres de peu d'étendue est de nature à entraver l'expansion de la Colonie, à retarder sa mise en valeur en gênant les transactions propres à y attirer et à y retenir les colons. Le Gouvernement estime ne pas dépasser une juste mesure en demandant aux Chambres de porter de dix à cent le nombre d'hectares dont l'administration pourra désormais disposer.

Quatre modifications sont proposées à l'article 18 de la loi coloniale. Deux d'entre elles sont proposées dans le dessein d'obvier à des inconvénients graves révélés par l'expérience ; les deux autres sont de pure forme.

La loi coloniale distingue dans la carrière du magistrat deux périodes, celle de la désignation provisoire, celle de la désignation définitive.

L'obligation du stage imposé au magistrat colonial nuit, à plusieurs reprises déjà, au meilleur recrutement de la magistrature.

Des avocats ayant acquis une sérieuse expérience, des professeurs d'enseignement supérieur, des membres de nos tribunaux ont renoncé à leurs projets de carrière coloniale parce qu'ils ne pouvaient, à raison de la situation acquise par eux en Belgique, se résigner à n'être dans notre Colonie que des stagiaires.

Certes, la loi coloniale permet de réduire la période de désignation provisoire dont seule la durée maxima est fixée par le texte actuel de l'article 18; mais, si courte que soit la période de stage, elle oblige le candidat magistrat, même s'il s'est acquis dans la métropole une situation stable, à accepter, dans la Colonie, une situation provisoire dans les rangs inférieurs de la magistrature.

La première des modifications proposées remédiera à cet inconvénient. Elle permettra de nommer directement à titre définitif les candidats se trouvant dans les conditions à *déterminer par décret*.

La disposition nouvelle respecte de la sorte le principe essentiel de la loi coloniale en la matière de l'organisation judiciaire, qui restera, tout entière, réglée par le pouvoir législatif.

Une seconde modification a pour but de limiter, dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice, l'inamovibilité des magistrats.

La Charte coloniale donne aux magistrats de carrière une double garantie d'indépendance. D'une part, lorsqu'ils sont désignés à titre définitif, les magistrats sont nommés pour dix ans, et ne peuvent être, pendant cette période, ni suspendus ni révoqués si ce n'est par le Roi, sur la proposition du Procureur général, pour les causes prévues par décret et de l'avis conforme de la Cour d'Appel.

D'autre part, les magistrats de carrière définitivement nommés ne peuvent être déplacés sans leur consentement que pour des besoins urgents et par mesure provisoire, ils conservent le traitement de leurs anciennes fonctions.

Ces avantages sont assurés non seulement aux magistrats assis, mais encore aux magistrats du parquet. Sur ce point notre Charte coloniale s'écarte de toutes les législations existantes. Partout, en effet, les magistrats du parquet sont amovibles; en Belgique, le Roi peut les déplacer et les révoquer.

Le Gouvernement ne demande pas qu'une modification quelconque soit apportée à la première des garanties rappelées ci-dessus. C'est, notons-le, la garantie la plus importante : elle fait que le magistrat, nommé à titre définitif, ne peut être privé de ses fonctions, fût-ce pour un temps seulement, que de l'avis de ses pairs.

Mais le Gouvernement estime, par contre, que le maintien absolu de la seconde garantie n'est point conciliable avec la meilleure administration de la Justice.

Les cadres de la magistrature ne peuvent être aussi fixes au Congo qu'ils le sont en Belgique. Les besoins des diverses régions varient fréquemment dans la Colonie, tant au point de vue judiciaire qu'au point de vue administratif, et le Gouvernement doit, tout au moins dans une large mesure, être à même de modifier rapidement ce que l'on pourrait appeler « l'occupation judiciaire » des districts.

Certes faut-il s'efforcer d'assurer à l'organisation judiciaire coloniale le plus de stabilité possible et le Gouvernement comprend qu'il ne saurait être question de changer fréquemment le nombre, le siège, la composition et le ressort des tribunaux d'Appel et de 1^{re} Instance, mais il faut aussi que le Gouvernement puisse, suivant que l'exigent les circonstances, augmenter ou diminuer le nombre des juges suppléants de 1^{re} Instance et des magistrats du parquet.

C'est surtout dans l'emploi des magistrats du parquet qu'il faut avoir plus de liberté. Au Congo, les magistrats du parquet ne sont pas seulement chargés d'intenter l'action publique et de requérir à l'audience, ils sont aussi magistrats instructeurs et peuvent juger certaines infractions.

Faut-il dire que c'est avant tout la composition des parquets qui doit être facilement modifiable? Les membres du parquet ont à assurer de multiples services : c'est au point de vue du meilleur emploi des magistrats du parquet que les exigences du service judiciaire se modifient le plus rapidement. Il est donc nécessaire que le personnel judiciaire soit plus « disponible » qu'il ne l'est actuellement sous l'empire d'une disposition qui rend impossible le déplacement de tout magistrat nommé à titre définitif, ne fut-il que substitut ou juge suppléant, et « immobilise » de la sorte, dans un pays neuf, où les situations se modifient constamment, l'immense majorité des magistrats.

Au surplus, la formule proposée par le Gouvernement assure, autant que faire se peut, l'inamovibilité et se rapproche d'ailleurs des règles admises en Belgique.

Elle maintient, en effet, sauf mesure provisoire justifiée par des besoins urgents, la défense de déplacer, sans leur contentement, les juges de 1^{re} Instance, les juges et les juges suppléants d'Appel; elle permet de déplacer les juges suppléants de 1^{re} Instance et les magistrats du parquet.

L'inamovibilité des juges effectifs sera en quelque sorte renforcée : grâce à la disponibilité plus grande des juges suppléants il ne faudra presque jamais recourir au déplacement provisoire d'un juge effectif.

Si la formule proposée doit avoir pour résultat de rendre les magistrats du parquet plus dépendants que jadis du Ministre des Colonies, tout en les laissant plus indépendants encore qu'ils ne le sont en Belgique du Ministre de la Justice, on voudra sans doute reconnaître que, la Charte coloniale ayant assuré dans l'administration de la Colonie le contrôle parlementaire et la responsabilité ministérielle, cette dépendance relative du parquet n'est pas plus à critiquer dans la Colonie qu'en Belgique.

La troisième modification proposée par le Gouvernement au texte de l'article 18 est de pure forme.

Il a été entendu, au cours des travaux préparatoires, que les garanties accordées par l'article 18 n'étaient stipulées qu'en faveur des magistrats de carrière *sensu stricto*, c'est-à-dire des magistrats de carrière nommés à titre définitif.

En fait, des magistrats nommés à titre provisoire ont prétendu qu'ils ne pouvaient être ni suspendus, ni révoqués que dans les conditions déterminées par l'alinéa 2 de l'article 18. Pour que la volonté du législateur soit clai-

rement exprimée dans le texte de la loi, le Gouvernement propose de remplacer l'expression « magistrats de carrière » dont se sert l'alinéa 2 de l'article 18 par cette autre plus claire ; « magistrats de carrière définitivement nommés ».

La quatrième modification a pour seul but de marquer nettement dans le texte, que le droit au traitement équivalent, assuré par l'article 18 actuel aux magistrats définitivement nommés et déplacés par mesure provisoire, restera acquis, sous le régime nouveau proposé par le Gouvernement, à celui de ces magistrats qui serait déplacé à titre définitif.

C'est pourquoi le Gouvernement propose de dire que « dans tous les cas » de déplacements *les magistrats de carrière définitivement nommés* ont droit à ce traitement.

Si le texte actuel était maintenu on pourrait croire, en effet, que seuls les magistrats déplacés à titre provisoire ont la certitude de conserver leur ancien traitement.

Il reste à apporter des modifications à l'article 30 de la Charte, qui détermine les rapports entre la métropole et la Colonie, tant pour la répression des infractions que pour l'exécution des peines. La pratique a montré dans les dispositions actuellement en vigueur une série de lacunes. En réalité, la matière que ces dispositions étaient appelées à régir était trop vaste pour être réglée par un seul article de loi. Le Département des Colonies prépare, de concert avec le Département de la Justice, un projet de loi distinct destiné à compléter par une réglementation plus détaillée les quelques principes formulés à l'article 30. Les études sont menées rapidement et le Gouvernement espère pouvoir déposer le projet de loi dans un avenir très rapproché.

Le Ministre des Colonies,

RENKIN

PROJET DE LOI
modifiant la loi sur le Gouvernement
du Congo Belge.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de notre Ministre des Colonies,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté en Notre Nom aux Chambres législatives par Notre Ministre des Colonies.

ARTICLE PREMIER.

Les modifications suivantes sont apportées à la loi sur le Gouvernement du Congo Belge :

Art. 6. — Le premier alinéa et la première phrase du deuxième alinéa sont remplacés comme suit :

Il est institué une commission permanente de neuf membres chargée de veiller sur tout le territoire de la Colonie à la protection des indigènes et à l'amélioration de leurs conditions morales et matérielles d'existence.

La commission est présidée par le procureur général près le tribunal d'Appel de la capitale.

Art. 10. — Le premier alinéa est remplacé comme suit :

Aucune taxe douanière, aucun impôt

ONTWERP VAN WET
tot wijziging der wet op het Beheer
van den Belgischen Congo.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het volgend wetsontwerp zal in Onzen naam door Onzen Minister van Koloniën aan de Wetgevende Kamers ter overweging aangeboden worden.

ARTIKEL EÉN.

De volgende wijzigingen worden gebracht aan de wet op het Beheer van den Belgischen Congo :

Art. 6. — Het eerste lid en de eerste zin van het tweede lid worden vervangen zooals volgt :

Er wordt eene bestendige commissie van negen leden ingesteld, belast, over het geheele grondgebied der Kolonie, te zorgen voor de bescherming der inboorlingen en de verbetering van hunne zedelijke en stoffelijke levensvoorwaarden.

De commissie wordt voorgezeten door den procureur-generaal bij de Rechtbank van beroep van de hoofdstad.

Art. 10. — Het eerste lid wordt vervangen zooals volgt :

Geen tolrecht of belasting mag inge-

ni aucune exemption d'impôt ne peuvent être établis que par décret.

Art. 12. — Le deuxième alinéa est remplacé comme suit :

Le projet de budget est imprimé et, au plus tard, le 31 octobre de chaque année, distribué aux membres des Chambres législatives par les soins du Ministère des Colonies.

Art. 13. — Le deuxième alinéa est remplacé comme suit :

En attendant, toute concession de chemins de fer ou de mines, toute cession ou concession, pour quelque durée que ce soit, de biens domaniaux d'une superficie excédant cent hectares, est consentie ou autorisée par décret.

Art. 18. — Cet article est remplacé comme suit :

Après avoir été désignés provisoirement pour une période dont la durée ne peut excéder trois ans, les magistrats de carrière sont nommés définitivement par le Roi pour un terme de dix ans.

Toutefois, dans les cas prévus par décret, ils peuvent être nommés définitivement par le Roi sans avoir été désignés à titre provisoire.

Le Roi a le droit de suspendre et de révoquer le procureur général près le tribunal d'Appel.

Il ne peut suspendre ou révoquer les autres magistrats de carrière définitivement nommés que sur la proposition du procureur général, pour les causes prévues par décret et de l'avis conforme du tribunal d'Appel. A l'expiration de leur terme de dix ans, les magistrats de carrière sont admis à la pension.

A l'exception des magistrats du parquet et des magistrats-suppléants autres que les juges-suppléants d'Appel, les magistrats de carrière définitivement nom-

voerd, noch eenige vrijstelling van belasting verleend worden, tenzij bij een decreet.

Art. 12. — Het tweede lid wordt vervangen zooals volgt :

Het ontwerp der begrooting wordt gedrukt en uiterlijk den 31 October van ieder jaar, aan de leden van de Wetgevende Kamers rondgedeeld, door de zorgen van het Ministerie van Koloniën.

Art. 13. — Het tweedelid wordt vervangen zooals volgt :

Inmiddels wordt bij decreet toestemming of machtiging verleend tot elke spoorweg- of mijnconcessie, tot elken afstand of concessie, voor welken duur ook, van domeingoederen met eene oppervlakte van meer dan honderd hectaren.

Art. 18. — Dit artikel wordt vervangen zooals volgt :

Na voorloopig te zijn aangewezen voor een tijdperk van ten hoogste drie jaren, worden de eigenlijke magistraten door den Koning voorgoed benoemd voor een termijn van tien jaren.

Evenwel, in de gevallen bij decreet voorzien, kunnen zij door den Koning voorgoed benoemd worden zonder voorloopig te zijn aangewezen.

Aan den Koning behoort het recht, den procureur-generaal bij de Rechtbank van beroep te schorsen en te ontslaan.

De overige eigenlijke magistraten, voorgoed benoemd, mag hij slechts schorsen of ontslaan op voordracht van den procureur-generaal en wel om de redenen bij decreet voorzien en op eensluidend advies der rechtbank van beroep. Na afloop van hunnen diensttijd van tien jaren worden de eigenlijke magistraten tot het pensioen toegelaten.

Met uitzondering der magistraten van het parket en der plaatsvervangende magistraten behalve de plaatsvervangende rechters van beroep, mogen de eigen-

més ne peuvent plus être déplacés sans leur consentement que pour des besoins urgents et par mesure provisoire. Dans tous les cas de déplacement, les magistrats de carrière définitivement nommés reçoivent un traitement au moins équivalent à celui qui était attaché à leurs anciennes fonctions.

Les traitements, congés et pensions sont fixés par décret

ART. 2

La présente loi entrera en vigueur, en Belgique et au Congo-Belge, le quatre-vingt-dixième jour après celui de sa publication au *Moniteur*.

Donné à Bruxelles, le 25 novembre 1911

lijke magistraten, voorgoed benoemd, niet meer worden verplaatst zonder hunne toestemming, tenzij het dringend noodig is en bij wijze van voorloopigen maatregel. In alle gevallen van verplaatsing, ontvangen de eigenlijke magistraten, voorgoed benoemd, eene jaarwedde ten minste gelijkstaande met die, aan hun vroeger ambt verbonden.

De jaarwedden, verloven en pensioenen worden bij decreet vastgesteld.

ART. 2.

De tegenwoordige wet zal in België en in den Belgischen Congo in werking treden den negentigsten dag na dezen waarop zij door den *Moniteur* bekend gemaakt werd.

Gegeven te Brussel, den 25^e November 1911.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies,

Van s Konings wege :
De Minister van Koloniën,

J RENKIN.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 24 NOVEMBER 1911.

Ontwerp van wet tot wijziging der wet op het Beheer van den Belgischen Congo.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Wanneer de Wetgevende Kamers, samenwerkend met de Regeering, de wet van 18 October 1908 op het beheer van den Belgischen Congo voorbereidden, kwam bij niemand de gedachte op dat zij een voorgoed afgedaan werk verrichtten. Meer nog dan de wetten der beschaafde landen, vergen de wetgevende oorkonden, bestemd om nieuwe grondgebieden te beheeren herhaaldelijke omwerkingen, die noodig zijn om deze oorkonden in verband te brengen met de vlugge wijzigingen in den maatschappelijken toestand en met de gegevens der proefnemingen in zake kolonisatie.

In 1910 reeds heeft de verandering die in het district Katanga was geschied het ontwerp doen oprijzen, dat heden volkomen is verwezenlijkt, namelijk, deze bestuurlijke afdeeling onder het beheer van eenen ondergouverneur-generaal te plaatsen die met dezelfde macht bekleed is als de gouverneur-generaal van de kolonie. Om tot deze uitbreiding van bevoegdheden te geraken, is het noodig geweest eene eerste verandering te brengen in het artikel 22 der koloniale akte dat de opdracht der wetgevende macht aan den gouverneur-generaal alleen toeliet. Dat was het onderwerp der wet van 29 Maart 1911 die anderzijds eene leemte in de akte kwam aanvullen, door aan den Kolonialen Raad eenen ondervoorzitter te geven belast den Minister van Koloniën, in geval van afwezigheid of belet, te vervangen.

Door noodwendigheden van praktischen aard ingegeven, brengt het ontwerp dat aan de beraadslagingen van de Kamers wordt onderworpen nieuwe wijzigingen aan den tekst der koloniale wet.

Bij artikel 6 wordt het aantal leden der bestendige Commissie ter bescherming der inlanders van 7 op 9 gebracht, ten einde er de vertegenwoordiging van veelvuldiger maatschappelijke belangen mogelijk te maken. De Regeering is voornemens bij de Commissie leden te voegen welke tot den handel of de nijverheid behooren.

Van eenen anderen kant werd er bij hetzelfde artikel bepaald dat, van de verscheiden procureurs-generaal der Kolonie, *deze* belast is de Commissie vóór te zitten die zetelt bij de rechtbank van beroep der hoofdstad. Ten tijde

der stemming van de koloniale wet was er voor geheel Congo slechts een enkel algemeen parket.

De Regeering stelt vóór in het eerste lid van artikel 10 den tweeden zin, luidend als volgt, af te schaffen :

« Het decreet treedt in werking terzelfder tijd als de begrootingswet die het voor de eerste maal toepast. » Reeds hebben de Kamers de bezwaren die uit dezen tekst voortvloeien erkend, daar zij aangenomen hebben in de begrootingswet van 1910 eene bepaling in te lassen waarbij deze regel voor een jaar lang geschorst werd. Was deze schorsing onontbeerlijk op het oogenblik dat de groote koloniale hervormingen gedecreteerd werden, men heeft ingezien dat ten allen tijde het beheer der Kolonie kan lijden onder de vertragingen door artikel 10 teweeggebracht bij het inwerkingstellen van ieder maatregel tot fiscale herinrichting.

Het tweede lid van artikel 12 der koloniale wet is in de praktijk ontoepasselijk. Sedert de inlijving van den Onafhankelijken Congostaat, is het nooit mogelijk geweest ontwerpen van begrootingen vier maand vóór de opening van het financiëel dienstjaar neder te leggen. De inlichtingen en de voorstellen bestemd om het opstellen der begrooting mogelijk te maken moesten te Brussel uit de meest afgelegen streken der Kolonie toekomen nadat zij door den Gouverneur-Generaal ingezameld, bestudeerd, met aanmerkingen voorzien en, bij voorkomend geval, gewijzigd zijn geworden. Deze eerste ontwerpen worden daarna herzien door het Departement van Koloniën die ze moet voegen *bij*, en in verband brengen *met* de voorstellen betreffende de uitgaven der Europeesche diensten van het Koloniaal Beheer.

Tenzij de inlichtingen en voorstellen in Afrika te vragen op een oogenblik wanneer het schier onmogelijk is ernstige ramingen op te geven, is het hoogst noodig de nederlegging der ontwerpen van begrooting op een lateren tijd te verplaatsen. De Regeering werd aldus tot dit voorstel gebracht, namelijk de ronddeling der stukken betreffende de begrooting op den datum van den 31^{en} October te brengen.

De veelvuldigheid der spoedvereischende kwesties die zich aan zijn onderzoek opdringen heeft tot hiertoe het Departement van Koloniën in de onmogelijkheid gesteld de bijzondere wet voor te bereiden die, naar luid het eerste lid van artikel 15, de regelen moet bepalen betreffende de concessie der spoorwegen en der mijnen, alsmede diegene betreffende den afstand en de concessie der domeingoederen. Het voorloopig stelsel ingericht door het tweede lid en door de volgende, zal dus nog eenigen tijd moeten toegepast worden. Van nu af aan is het evenwel van belang het maximum van het aantal hectaren domeingoederen te vermeerderen waarvan het beheer afstand of concessie mag doen, zonder de hulp van den wetgever te moeten inroepen. Met recht heeft men kunnen zeggen dat de pleegvormen die tegenwoordig vereischt worden voor den afstand en de concessie van perceelen grond met geringe oppervlakte, van aard zijn de uitbreiding van de Kolonie te verhinderen en hare opbrengst te vertragen door het belemmeren der transactiën welke voor gevolg hebben er de kolonisten naartoe te lokken en ze er te houden. De Regeering meent de juiste maat niet te buiten te gaan als zij aan de Kamers vraagt het getal hectaren waarover het beheer voortaan zal mogen beschikken van tien op honderd te brengen.

Aan artikel 18 der koloniale wet worden vier wijzigingen voorgesteld. Twee dezer wijzigingen worden voorgesteld met het inzicht ernstige bezwaren te voorkomen welke de ondervinding aan den dag heeft gebracht; de twee andere betreffen alleen den vorm.

De koloniale wet onderscheidt in de bediening van den magistraat twee tijdperken : dat der voorloopige aanwijzing en dat gedurende hetwelk hij voorgoed aangewezen is.

Meermalen reeds werkte de verplichting van den aan den kolonialen magistraat opgelegden proeftijd schadelijk op de beste aanwerving der magistratuur.

Advokaten met ernstige ondervinding, hoogleeraars, leden van onze rechtbanken hebben aan hunne voornemens, van eene koloniale bediening te aanvaarden, verzaakt, omdat zij uit hoofde van den stand, die zij in België bekleeden er niet toe konden besluiten in onze Kolonie slechts stagiaires te wezen.

Zeker, de koloniale wet laat toe het tijdstip van voorloopige aanwijzing te verminderen, waarvan het langste tijdperk alleen bepaald is door den huidige tekst van het artikel 18; maar hoe kort het tijdperk van hunnen proeftijd ook weze, het noodzaakt den kandidaat-magistraat in de Kolonie eene voorloopige plaats te bekleeden in de lagere rangen der magistratuur, zelfs wanneer hij in het moederland een vast ambt bekleedt.

De eerste der voorgestelde wijzigingen zal dit bezwaar verhelpen. Zij zal toelaten de kandidaten, die zich in de voorwaarden bevinden, welke bij dekreet bepaald worden, rechtstreeks en voorgoed te benoemen.

De nieuwe schikking eerbiedigt aldus het wezenlijk beginsel der koloniale wet in zake rechterlijke inrichting, die geheel en gansch door de wetgevende macht geregeld blijft. Eene tweede wijziging heeft voor doel, in het belang eener goede rechtsbedeeling, de onafzetbaarheid der magistraten te beperken.

De Koloniale Akte verleent aan de eigenlijke magistraten een dubbelen waarborg van onafhankelijkheid. Eenerzijds, wanneer de magistraten voorgoed aangewezen zijn, worden zij voor eenen termijn van tien jaren benoemd en kunnen, gedurende dit tijdverloop noch geschorst, noch ontslagen worden, tenzij door den Koning, op voordracht van den procureur-generaal en wel om de redenen bij decreet voorzien en op censluidend advies van het Hof van beroep.

Anderzijds mogen de eigenlijke magistraten, voorgoed benoemd, niet verplaatst worden zonder hunne toestemming, tenzij het dringend noodig is en bijwijze van voorloopigen maatregel; zij behouden de wedde aan hun vroeger ambt verbonden.

Deze voordeelen zijn niet alleen aan de zittende magistraten verzekerd, maar ook aan de magistraten van het parket. Op dit punt wijkt onze Koloniale Akte van alle bestaande wetgevingen af. Overal inderdaad, zijn de magistraten van het parket afzetbaar; in België kan de Koning ze verplaatsen en ontslaan. De Regeering vraagt niet dat er eene welkdanige wijziging worde gebracht aan den eersten der hierboven vermelde waarborgen.

Het is, merkt wel op, de belangrijkste waarborg; zij maakt dat de voor-

goed benoemde magistraat slechts bij het advies van zijns gelijken uit zijn ambt kan onzetzet worden al was het maar voor eenigen tijd.

Doch de Regeering meent integendeel, dat de volkomen handhaving van den tweeden waarborg niet in overeenstemming te brengen is met de beste rechtsbedeeling.

De kaders der magistratuur kunnen in Congo niet zoo onveranderlijk zijn als in België. In de Kolonie veranderen dikwijls de eischen der verschillende streken, zoowel uit gerechtelijk als uit bestuurlijk oogpunt en de Regeering moet ten minste in groote mate bekwaam zijn om vlug te wijzigen wat men zou kunnen heeten : « de gerechtelijke bezitting » der districten.

Zeker moet men trachten aan de koloniale gerechtelijke inrichting de meest mogelijke bestendigheid te verzekeren en de Regeering begrijpt dat er geen spraak kan zijn gedurig het getal, den zetel, de samenstelling en het rechtsgebied der rechtbanken van beroep en van eersten aanleg te veranderen; maar het is ook noodig dat de Regeering het getal der plaatsvervangende rechters van eersten aanleg en der magistraten van het parket kunne vermeerderen of verminderen, volgens de omstandigheden het vereischen.

Het is vooral in de bediening van magistraat van het parket, dat er meer vrijheid moet zijn. In Congo zijn de magistraten van het parket niet alleen belast de openbare rechtsvordering in te spannen, en ter terechtzitting op te roepen, ze zijn ook onderzoeksmagistraten en kunnen zekere overtredingen vonnissen.

Dient het gezegd dat vooral de samenstelling der parketten gemakkelijk voor wijzigingen moet vatbaar zijn? De leden van het parket hebben talrijke dienstente verzekeren : het is uit oogpunt van de meer gepaste bezigheid der leden van het parket dat de eischen van den gerechtelijken dienst het spoedigst wijzigingen ondergaan. Bijgevolg is het noodzakelijk dat het gerechtelijk personeel meer « beschikbaar » zij dan dit tegenwoordig het geval is onder de macht eener bepaling die de verplaatsing van elken magistraat voorgoed benoemd, al ware hij slechts substituut of plaatsvervangend rechter, onmogelijk maakt, en derwijze de overgrootste meerderheid der magistraten « vast zet » in een nieuw land waar de toestanden voortdurend veranderen.

Wat meer is, de formule door de Regeering voorgesteld verzekert, zoo veel mogelijk, de onafzetbaarheid en benadert ten andere de in België aangenomen regels.

Behalve wanneer een voorloopige maatregel, door dringende noodwendigheden verrechtvaardigd, genomen wordt, behoudt zij inderdaad het verbod de rechters van 1^{en} aanleg, de rechters en de plaatsvervangende rechters van beroep zonder hunne toestemming te verplaatsen ; zij laat de verplaatsing toe der plaatsvervangende rechters van 1^{en} aanleg en der magistraten van het parket.

De onafzetbaarheid der werkelijke rechters zal eenigermate versterkt worden. Door de meerdere beschikbaarheid der plaatsvervangende rechters zal er bijna nooit moeten overgegaan worden tot een voorloopige verplaatsing van een werkelijken rechter.

Indien de voorgestelde formule voor uitslag moet hebben de magistraten van het parket afhankelijker van den Minister van Koloniën te maken dan

voorheen, terwijl zij nochtans onafhankelijker van den Minister van Justitie gelaten worden dan in België, zal men ongetwijfeld willen erkennen dat deze betrekkelijke afhankelijkheid van het parket evenmin in de kolonie als in België te hekelen is, vermits de koloniale Akte in het beheer der kolonie het parlementair toezicht en de ministerieele verantwoordelijkheid verzekerd heeft.

De derde wijziging aan den tekst van artikel 18 die de Regeering voorstelt betreft alleenlijk den vorm.

In den loop der voorbereidende werken werd er verstaan dat de waarborgen door artikel 18 verleend, uitsluitend bepaald waren ten voordeele van de eigenlijke magistraten *sensu stricto*, het is te zeggen van de eigenlijke magistraten voorgoed benoemd.

Feitelijk hebben voorloopig benoemde magistraten beweerd dat zij noch geschorst noch ontslagen kunnen worden dan onder de voorwaarden door het tweede lid van artikel 18 bepaald. Om in den tekst der wet den wil van den wetgever duidelijk te omschrijven stelt de Regeering vóór de uitdrukking « eigenlijke magistraten », die in het tweede lid van artikel 18 voorkomt, door de volgende meer duidelijk te vervangen : « eigenlijke magistraten voorgoed benoemd ».

De vierde wijziging heeft voor doel, uitdrukkelijk in den tekst te brengen dat het recht op een gelijkstaande jaarwedde, door het huidig artikel 18 verzekerd aan de magistraten voorgoed benoemd en bij wijze van voorloopigen maatregel verplaatst, onder het nieuw stelsel, door de Regeering voorgesteld, behouden blijft voor deze magistraten die voorgoed zouden verplaatst worden. Daarom stelt de Regeering vóór te zeggen dat « in alle gevallen van verplaatsing *de eigenlijke magistraten voorgoed benoemd* » recht hebben op deze jaarwedde.

Blijft de huidige tekst behouden, dan zou men inderdaad kunnen denken dat alleen de voorloopig verplaatste magistraten zeker zijn hunne vroegere jaarwedde te behouden.

Er blijven nog eenige wijzigingen toe te brengen aan artikel 30 van de akte, dat de betrekkingen tusschen het moederland en de Kolonie bepaalt, zoowel wat betreft de beteugeling der misdrijven als de uitvoering der straffen. De praktijk heeft in de schikkingen die thans in zwang zijn eene reeks leemten aan het licht gebracht. In werkelijkheid was de stof die deze schikkingen zouden moeten beheeren te uitgebreid om in één enkel wetsartikel te worden geregeld. Het Departement van Koloniën bereidt met het Departement van Justitie een afzonderlijk Wetsontwerp voor, bestemd om door een meer uitgebreide regeling de enkele grondbeginselen, verrat onder artikel 30, te volledigen. De studiën vorderen snel en de Regeering hoopt het Wetsontwerp binnen zeer korten tijd te kunnen neerleggen.

De Minister van Koloniën,

RENKIN.

PROJET DE LOI
modifiant la loi sur le Gouvernement
du Congo Belge.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de notre Ministre
des Colonies,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit
sera présenté en Notre Nom aux Cham-
bres législatives par Notre Ministre des
Colonies.

ARTICLE PREMIER.

Les modifications suivantes sont ap-
portées à la loi sur le Gouvernement du
Congo Belge :

Art. 6. — Le premier alinéa et la pre-
mière phrase du deuxième alinéa sont
remplacés comme suit :

Il est institué une commission perma-
nente de neuf membres chargée de veiller
sur tout le territoire de la Colonie à la
protection des indigènes et à l'améliora-
tion de leurs conditions morales et maté-
rielles d'existence.

La commission est présidée par le pro-
cureur général près le tribunal d'Appel
de la capitale.

Art. 10. — Le premier alinéa est rem-
placé comme suit :

Aucune taxe douanière, aucun impôt

ONTWERP VAN WET
tot wijziging der wet op het Beheer
van den Belgischen Congo.

Albert,

KONING DER BELGEN,

*Aan allen, tegenwoordigen en toeko-
menden, Heil.*

Op voorstel van Onzen Minister van
Kolonien,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het volgend wetsontwerp zal in Onzen
naam door Onzen Minister van Koloniën
aan de Wetgevende Kamers ter over-
weging aangeboden worden.

ARTIKEL EÉN.

De volgende wijzigingen worden ge-
bracht aan de wet op het Beheer van den
Belgischen Congo :

Art. 6. — Het eerste lid en de eerste
zin van het tweede lid worden vervangen
zooals volgt :

Er wordt eene bestendige commissie
van negen leden ingesteld, belast, over
het geheele grondgebied der Kolonie, te
zorgen voor de bescherming der inboor-
lingen en de verbetering van hunne zede-
lijke en stoffelijke levensvoorwaarden.

De commissie wordt voorgezeten door
den procureur-generaal bij de Rechtbank
van beroep van de hoofdstad.

Art. 10. — Het eerste lid wordt ver-
vangen zooals volgt :

Geen tolrecht of belasting mag inge-

ni aucune exemption d'impôt ne peuvent être établis que par décret.

Art. 12. — Le deuxième alinéa est remplacé comme suit :

Le projet de budget est imprimé et, au plus tard, le 31 octobre de chaque année, distribué aux membres des Chambres législatives par les soins du Ministère des Colonies.

Art. 15. — Le deuxième alinéa est remplacé comme suit :

En attendant, toute concession de chemins de fer ou de mines, toute cession ou concession, pour quelque durée que ce soit, de biens domaniaux d'une superficie excédant cent hectares, est consentie ou autorisée par décret.

Art. 18. — Cet article est remplacé comme suit :

Après avoir été désignés provisoirement pour une période dont la durée ne peut excéder trois ans, les magistrats de carrière sont nommés définitivement par le Roi pour un terme de dix ans.

Toutefois, dans les cas prévus par décret, ils peuvent être nommés définitivement par le Roi sans avoir été désignés à titre provisoire.

Le Roi a le droit de suspendre et de révoquer le procureur général près le tribunal d'Appel.

Il ne peut suspendre ou révoquer les autres magistrats de carrière définitivement nommés que sur la proposition du procureur général, pour les causes prévues par décret et de l'avis conforme du tribunal d'Appel. A l'expiration de leur terme de dix ans, les magistrats de carrière sont admis à la pension.

A l'exception des magistrats du parquet et des magistrats-suppléants autres que les juges-suppléants d'Appel, les magistrats de carrière définitivement nom-

voerd, noch eenige vrijstelling van belasting verleend worden, tenzij bij een decreet.

Art. 12. — Het tweede lid wordt vervangen zooals volgt :

Het ontwerp der begrooting wordt gedrukt en uiterlijk den 31 October van ieder jaar, aan de leden van de Wetgevende Kamers rondgedeeld, door de zorgen van het Ministerie van Koloniën.

Art. 15. — Het tweede lid wordt vervangen zooals volgt :

Inmiddels wordt bij decreet toestemming of machtiging verleend tot elke spoorweg- of mijnconcessie, tot elken afstand of concessie, voor welken duur ook, van domeingoederen met eene oppervlakte van meer dan honderd hectares.

Art. 18. — Dit artikel wordt vervangen zooals volgt :

Na voorloopig te zijn aangewezen voor een tijdperk van ten hoogste drie jaren, worden de eigenlijke magistraten door den Koning voorgoed benoemd voor een termijn van tien jaren.

Evenwel, in de gevallen bij decreet voorzien, kunnen zij door den Koning voorgoed benoemd worden zonder voorloopig te zijn aangewezen.

Aan den Koning behoort het recht, den procureur-generaal bij de Rechtbank van beroep te schorsen en te ontslaan.

De overige eigenlijke magistraten, voorgoed benoemd, mag hij slechts schorsen of ontslaan op voordracht van den procureur-generaal en wel om de redenen bij decreet voorzien en op eensluidend advies der rechtbank van beroep. Na afloop van hunnen dienstdaag van tien jaren worden de eigenlijke magistraten tot het pensioen toegelaten.

Met uitzondering der magistraten van het parket en der plaatsvervangende magistraten behalve de plaatsvervangende rechters van beroep, mogen de eigen-

més ne peuvent plus être déplacés sans leur consentement que pour des besoins urgents et par mesure provisoire. Dans tous les cas de déplacement, les magistrats de carrière définitivement nommés reçoivent un traitement au moins équivalent à celui qui était attaché à leurs anciennes fonctions.

Les traitements, congés et pensions sont fixés par décret.

ART. 2.

La présente loi entrera en vigueur, en Belgique et au Congo-Belge, le quatre-vingt-dixième jour après celui de sa publication au *Moniteur*.

Donné à Bruxelles, le 23 novembre 1911.

lijke magistraten, voorgoed benoemd, niet meer worden verplaatst zonder hunne toestemming, tenzij het dringend noodig is en bij wijze van voorloopigen maatregel. In alle gevallen van verplaatsing, ontvangen de eigenlijke magistraten, voorgoed benoemd, eene jaarwedde ten minste gelijkstaande met die, aan hun vroeger ambt verbonden.

De jaarwedden, verloven en pensioenen worden bij decreet vastgesteld.

ART. 2.

De tegenwoordige wet zal in België en in den Belgischen Congo in werking treden den negentigsten dag na dezen waarop zij door den *Moniteur* bekend gemaakt werd.

Gegeven te Brussel, den 23ⁿ November 1911.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies,

Van s' Konings wege :
De Minister van Koloniën,

J RENKIN.
